

LE DIVORCE ET LES FEMMES D'ÉMIGRÉS A METZ SOUS LA TERREUR

Le divorce fut introduit en France par la loi du 20 septembre 1792, maintenu par le code civil dans des bornes réduites et supprimé le 8 mai 1816. S'il resta pratiquement inconnu dans les campagnes, peu connu dans les villes et bourgs du département de la Moselle, à Metz même il fut demandé 287 fois, surtout pendant les ans II et III où on en relève 107, soit les deux cinquièmes du chiffre total (1).

La loi qui autorisait le divorce, le rendait possible pour différentes causes, dont une particulière à l'époque : l'émigration. Cette cause fut invoquée 17 fois et représente un peu plus du cinquième des divorces prononcés en l'an II (13/62).

Alors que presque tous les autres motifs de divorce sont invoqués par des couples de condition sociale moyenne ou modeste, le motif d'émigration concerne le plus souvent des femmes de l'ancienne aristocratie d'épée ou de robe :

— 13 de ces femmes sont épouses d'officiers, dont : le marquis de Vauborel, maréchal de camp, D'Arlande de Salton, officier général de la République, Dubalay et Diversay, tous deux lieutenants-colonels, le comte Charles de Foucquet, le comte de la Tournelle, Roustan de Golberg, d'Arblade, Redon des Fossés, Boursault de Tronçay, De Marconnay, Rumpler et Constant, lieutenants ou capitaines.

1) Dans un but de simplification, nous n'avons pas alourdi le texte par des références aux ouvrages et sources que nous mentionnons ci-dessous. Nous avons conservé les dates du calendrier Révolutionnaire afin de faciliter le recours éventuel aux registres d'état civil. L'ouvrage de M. André Gain, à qui nous avons beaucoup emprunté, relevant les noms de personnes dans l'ordre alphabétique, permet une vérification ou un complément d'information faciles.

I - OUVRAGES OU ARTICLES

- André Gain, *Liste des émigrés, déportés et condamnés pour cause révolutionnaire du département de la Moselle, Metz, 1925-1930*, 2 vol.
- Paquet d'Hauteroche, *Bibliographie analytique de l'histoire de Metz pendant la Révolution (1789-1800)*, Paris, 1926, 2 vol.
- Jean Lhote, *Le divorce à Metz sous la Révolution et l'Empire ; Annales de l'Est*, 1952, n° 2, p. 175-183.

II - SOURCES

1) Imprimées :

Mémoire Statistique du département de la Moselle - Paris - imprimerie de la République - an XI, in-4°, 196 p.

2) Manuscrites :

Archives départementales de la Moselle et Archives municipales de la ville de Metz, série Etat civil : registres des mariages et divorces 1792-1816.

— 12 sont filles ou femmes de magistrats ou hommes de loi : Madeleine de Chazelles, fille d'un ancien magistrat, Suzanne Leduchat d'Aubigny, Marie Petit-Jean de Raucourt, Marie Appoline Georges de Chelaincourt, Louise de Poutet, Anne de Brye, filles de conseillers au Parlement, Catherine Hanès, fille d'un ancien président des juges consuls ; Anne Marie Harvier, fille d'un ancien bâtonnier, Marie Mangin, fille d'un avocat. Jeanne Le Comte est femme de Saget, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, membre de l'administration du département, Barbe Billotte, la femme d'un procureur, et Antoinette Quatre-Sous de la Motte, femme de Spon, premier magistrat du Conseil souverain de Colmar.

Pourquoi ces femmes, plutôt que d'autres, (il y a environ 700 cas d'émigration surtout masculine, signalés par André Gain pour la ville de Metz) ont-elles demandé le divorce pour motif d'émigration ?

Peut-on admettre que ce fut par civisme, comme tendrait à le faire croire cette phrase extraite d'un acte de divorce, pour se séparer d'un homme « qui a quitté lâchement le territoire de la République pour prendre les armes contre la patrie » ? Il est naturellement difficile de se fier à cette déclaration de circonstance.

S'agit-il, comme pour les autres motifs invoqués, de mésentente conjugale ? Ces femmes ont-elles profité de l'absence de leur mari et de la facilité qu'elles avaient de rompre un lien qui leur pesait ?

Il est certain, en effet, que le divorce pour motif d'émigration était très rapidement obtenu et sans aucune procédure. Il suffisait de se présenter devant l'officier d'Etat Civil de la dernière résidence du mari et de prouver que le conjoint, inscrit sur la liste des émigrés, n'en avait pas demandé la radiation. Ainsi, Suzanne Leduchat d'Aubigny se présente devant l'officier d'Etat Civil de la 4^e section de Metz le 24 septembre 1793 dans le courant de l'après-midi. Elle lui fournit une attestation du secrétaire général du département de la Moselle datée du 22 septembre, prouvant que son mari est inscrit sur la liste des émigrés et un certificat du district daté du 23 septembre, montrant que son mari n'a pas demandé à être radié de cette liste. Il lui a suffi de deux jours pour divorcer et elle a la possibilité de se remarier immédiatement, car son mari est légalement absent depuis plus d'un an.

Mais, si le but réel de ces femmes d'émigrés était de se séparer de leur mari, comment expliquer qu'un certain nombre d'entre elles, loin de se désolidariser de ceux-ci, multiplie au contraire au département, les pétitions en leur faveur en vue d'obtenir leur radiation, de la liste des émigrés ? La femme du procureur Du Château, par exemple, divorcée le 14 ventôse an II, demande la radiation de son mari le 19 brumaire an III.

Marie-Anne Mangin, demande la radiation de d'Arblade en brumaire an IV ; toutes deux reviennent à la charge en l'an VIII.

Comment expliquer, d'autre part, que celles qui virent revenir leur mari (4 restèrent veuves et une mourut entre-temps) reprirent la vie commune ?

Ainsi, l'ingénieur Saget, rayé de la liste des émigrés en l'an III, se remaria avec sa femme en l'an V. Les officiers Foucquet et Dubalay, amnistiés en l'an X, se remarièrent avec leur femme en l'an XI. D'Arblade ne régularisa la situation en se remariant qu'en 1826, à 63 ans, sans doute au moment de régler sa succession. Les officiers Roustan et Golberg et Boursault de Tronçay, (bien qu'il soit certain qu'ils reprirent la vie commune, l'un d'eux eut 10 enfants), ne prirent pas la peine de repasser devant l'officier d'Etat Civil. Ils avaient été inscrits sur la liste des émigrés sous les noms de « Colbert » et de « Boursault » et ces erreurs de nom, certainement voulues, leur avaient permis d'obtenir des certificats de non-inscription sur la liste des émigrés de l'an IX. Or, ces mêmes erreurs de nom se retrouvant sur leurs actes de divorce, ils semblent les avoir considérés comme nuls.

Il est donc difficile d'admettre, tout au moins pour le plus grand nombre d'entre elles, que ce soit la mésentente conjugale qui ait poussé ces femmes d'émigrés au divorce.

Quels ont été alors leurs motifs ?

Il faut tout d'abord examiner à part, un cas de divorce particulier, qui n'est en fait qu'un acte de décès : Sabine Keller, en effet, femme de l'officier Constant, divorce parce que, dit-elle, elle veut se remarier et « ne peut prouver la mort de son mari émigré ».

Le fait d'être inscrit sur la liste des émigrés revenait à voir immédiatement tous ses biens confisqués par l'Etat. Ainsi, on note dans un arrêté du département datant du 19 septembre 1793 : « ...l'un des administrateurs a donné lecture des nouvelles politiques de Wissembourg à la date du 13 de ce mois où il est dit que le 11, l'ennemi conduit par le traître d'Arlandes, officier général français émigré a surpris le camp retranché... en conséquence a demandé que le nom de ce traître fut inscrit sur la liste des émigrés et ses biens sur le champ séquestrés » ; ou encore, extrait d'un acte de divorce : « le commissaire au séquestre des biens des émigrés constate l'émigration de Vauborel... sa propriété est séquestrée et mise sous la main de la Nation... ».

La mise en vente des biens consacrait le caractère définitif de la confiscation, aussi les femmes d'émigrés essayèrent d'abord de la retarder ou de l'ajourner, mais en vain, semble-t-il : par exemple, le 26 avril 1793, le département rejette la pétition de Marie Apolline de Chelaincourt, femme de l'émigré Marconnay, réclamant que l'on surseoie à la vente des meubles et effets de son mari. A ces femmes, en passe de perdre leurs biens, il ne restait que la solution du divorce ; celui-ci leur permettait, en effet, de reprendre leurs biens personnels

et une partie des biens du couple, selon les conventions matrimoniales passées entre les époux (dissolution de la communauté ou de la société d'acquêts).

Certaines divorcent vraisemblablement sur le conseil de leurs hommes de loi : le 3 mars 1793, par exemple, Jeanne Marie Thérèse Jourda de Vaux, divorce, accompagnée comme témoins de son notaire, de son avoué et de deux autres hommes de loi. Marie Anne Mangin est accompagnée de son avoué curateur, Anne de Brye de son notaire. Le fait qu'un grand nombre de femmes d'émigrés ayant demandé le divorce soient filles ou femmes de magistrats ou hommes de loi n'est peut-être pas étranger à l'idée qu'elles ont eu de tourner la loi pour sauvegarder une partie de leurs biens.

En tout cas, ce but de sauvegarde des biens est parfois nettement exprimé sur l'acte de divorce lui-même : par exemple, Appoline Georges de Chelaincourt signe l'acte de divorce « me réservant... » dit-elle « ...tous les droits qui me sont acquis par mon contrat de mariage ». Le divorce obtenu, les femmes d'émigrés rentrent effectivement en possession de leurs biens propres :

Le 28 prairial an III, Jeanne Marie Thérèse Jourda de Vaux demande « main-levée du séquestre apposé sur ses biens personnels, à la suite de l'émigration de son mari, étant séparée de biens d'avec lui par son divorce » et elle obtient satisfaction.

Il semble que les femmes d'émigrés se hâtent de divorcer lorsqu'elles apprennent la mise en vente de leurs biens, surtout après la loi de juin 1793 qui, autorisant la vente des biens par petits lots, multipliait le nombre d'acheteurs éventuels. Marie Joséphine Petit-Jean de Raucourt divorce quelques mois avant la vente de son bien de Ancy en pluviôse an II.

Certaines furent assez habiles pour racheter la part de leur mari mise en vente, telle Antoinette Félicité Quatre-Sous de La Motte, femme du baron de Spon, qui, apprenant que ses biens allaient être vendus, divorça le 10 vendémiaire an II, sauvant ainsi sa part des biens séquestrés et, en pluviôse, racheta la part de son mari.

En cas de décès d'un émigré, ses biens revenaient à l'Etat, ainsi que toutes les successions qui lui étaient échues ; c'est peut-être ce qui explique pourquoi Marguerite Ladrague, femme de D'Arlande de Salton, demande le divorce alors que son mari, tué dans un combat devant Nothweiller le 11 septembre 1793, est mort depuis 4 mois, d'autant plus qu'elle ne semble pas s'être remariée.

Ce qui confirme l'importance du motif de sauvegarde des biens du couple, comme cause réelle du divorce, c'est la fortune de certains de ces émigrés : par exemple, le marquis de Vauborel, seigneur de Corny, possède une maison à Metz, des maisons, des jardins, des prés et des bois à Corny, des redevances à Novéant et une rente annuelle de

190 livres payable par la commune de Brulange. Sa femme, après son divorce, touche une succession de 66 000 livres de son père. Le comte de Fouquet possède à Metz un hôtel meublé avec jardins. Charles de La Tournelle possède à Courcelles-sur-Nied un château avec jardin et dépendances.

Les indemnités reçues sous la Restauration en mesure de réparation par les émigrés nous permettent aussi de nous faire une idée de leur fortune, bien que, comme nous venons de le voir, le divorce visant surtout à réduire l'importance des confiscations, ces indemnités seraient plutôt l'indice des biens qui n'ont pu être sauvegardés. Le comte de Fouquet reçoit malgré tout en 1828 une rente de 4 723 francs pour un capital de 154 422 francs. (L'indemnité moyenne versée en Moselle se montait à environ 30 000 francs de capital, selon André Gain). Le comte de la Tournelle eut une indemnité de 2 861 francs pour un capital de 95 359 francs. Madame de Spon ne reçut qu'une rente de 435 francs ; il est vrai qu'elle avait bien mené son affaire, puisqu'elle avait réussi à racheter la plus grosse partie des biens de son mari. Le fils de Dubalay ne touchera qu'une rente annuelle de 267 francs. Roustan de Golberg ne recevra que 150 francs de rente pour la vente de son bien d'Ancy.

Si dans l'ensemble, les femmes d'émigrés sont riches ou aisées, elles ont pu dans certains cas être poussées au divorce et à la sauvegarde de leurs biens par le besoin. En l'an II, la crise économique sévit ; à la fin de l'été 1793, la disette menace, l'argent dévalue de plus en plus et en juillet 1793 l'assignat accusait déjà une baisse de 30 %. Les femmes d'émigrés avaient leurs biens confisqués et les sommes qu'elles pouvaient posséder en argent liquide fondaient rapidement.

Certaines de ces femmes, en l'absence de leur mari, privées de leurs revenus normaux, ont pu être acculées à la misère, tel le cas de la femme du major de la Citadelle Creitte de Métric. Nous ne l'avons pas citée parmi les femmes de divorcés pour émigration, mais son cas peut leur être assimilé. Creitte de Métric, frère d'un émigré, ne put s'enfuir et fut enfermé comme suspect ; sa femme divorça pour incompatibilité d'humeur, le seul motif qu'elle pouvait invoquer et le divorce lui permit d'obtenir le 5 messidor an II « main-levée du séquestre placé sur ses biens, séquestre qu'il était nécessaire d'interrompre pour assurer la subsistance de ses quatre enfants ».

Si pour les femmes d'émigrés, le désir de sauvegarder une partie de leurs biens fut déterminant, il en est pour qui la crainte semble avoir joué un certain rôle. La loi des suspects de septembre 1793, visait à l'article 5, les femmes d'émigrés ; elles pouvaient « si elles n'avaient pas constamment manifesté leur attachement à la Révolution, être emprisonnées sur simple dénonciation ». Ainsi, Georges Apolline de Chelaincourt, emprisonnée en germinal an II, sur vu d'un mandat d'arrêt poursuivant « une marquise de Marconnay ». Comme elle put

prouver qu'elle n'était pas marquise, elle fut relâchée, mais difficilement. Il est donc compréhensible que des femmes déjà inquiétées par la police aient cru devoir se séparer d'un mari émigré :

Suzanne Leduchat d'Aubigny, considérée à tort comme émigrée, pour omission de certificat de résidence et qui venait d'obtenir sa radiation de la liste, redoute d'être inquiétée de nouveau lorsque sort la loi des suspects ; elle commence les formalités du divorce pendant les journées où le Conseil général du département décidait des personnes à inscrire sur la liste des suspects et à arrêter immédiatement. Cinq divorces furent ainsi prononcés coup sur coup du 22 au 29 septembre 1793. Huit autres furent prononcés à la cadence d'un par mois environ jusqu'à la fin de l'an II.

Certains de ces divorces furent causés directement par la terreur. Mallarmé, conventionnel en mission à Metz, inscrivit Saget, membre du Directoire du département sur la liste des suspects ; celui-ci s'enfuit ; il était inscrit le 4 germinal sur la liste des émigrés du département : deux mois après, le 4 prairial, sa femme demandait le divorce.

Sur toutes les femmes d'émigrés ayant divorcé, nous avons vu qu'à l'exception d'une seule pour qui le divorce avait été l'équivalent d'un acte de décès, elles ne s'étaient pas remariées ou bien avaient repris la vie commune avec leur ancien mari. Il y a en fait deux exceptions ; deux femmes se sont remariées, mais peut-être convient-il de faire intervenir la crainte comme un des motifs de leur remariage :

Le premier cas est celui de Catherine Hanès, femme de l'officier Redon des Fossés. Elle avait été inscrite sur la liste des suspects à arrêter immédiatement, le 20 septembre ; 8 jours après, elle divorçait. En l'an III, elle épousa un avocat et quoiqu'elle ait eu un fils de son premier mari, elle ne se remaria pas avec lui. Celui-ci mourut à Metz non remarié.

Le deuxième cas est caractéristique de cette époque troublée : Louise de Poutet, fille du baron Henry Jacques Poutet, ex-conseiller au Parlement de Metz, avait de nombreuses raisons de crainte : son père, maire de Metz en février 1792, arrêté en septembre comme suspect, envoyé à Paris dans une berline qui avait été obligée de faire demi-tour devant l'avance des Prussiens, était enfermé en prison, bien qu'il ait été relâché provisoirement plusieurs fois. Sa tante, mariée à un officier, avait émigré avec lui. Un de ses oncles, Charles Alexandre Pierre Lefebvre de Ladonchamps, commandant d'artillerie, était prévenu d'émigration ; un de ses cousins, Joseph Pierre Paul de Jobal, seigneur de Pagny, ancien commandant de la Citadelle de Metz, était en prison comme suspect, ses deux fils ayant émigré. Louise de Poutet, âgée de 21 ans, était mariée à un officier du régiment de Salm-Salm, fils du bourgmestre de Sélestat et inscrit sur la liste des émigrés du Bas-Rhin : Rumpler.

Rumpler resta à Metz jusqu'en pluviôse an II. Lorsque, de crainte d'être poursuivi, il émigra effectivement, Louise de Poutet demanda le divorce qu'elle obtint le 11 pluviôse an II ; trois jours après, elle épousait un divorcé de 13 ans son aîné, peut-être en partie dans un but de sécurité, l'imprimeur de la République, Marie Brice Antoine. Elle avait de quoi être inquiète, car le mois suivant, le conventionnel Mallarmé envoyait son père devant le tribunal révolutionnaire ; il fut guillotiné le 17 floréal an II.

Au début de l'année 1797, la rigueur se relâchant, des centaines d'émigrés rentrèrent dans le département.

Rumpler rentra-t-il aussi ? toujours est-il qu'en mars, Louise de Poutet entama une procédure de divorce pour incompatibilité d'humeur en vue de se séparer d'Antoine. Ce motif avait l'avantage de pouvoir être invoqué sans indiquer la véritable raison du divorce et même de permettre le divorce contre la volonté du conjoint.

Louise de Poutet obtint le divorce le 18 fructidor an V ; elle avait pour témoins ses oncles Charles et Jacques Lefebvre et ses cousins Joseph et Théodore Jobal, le premier, commandant l'artillerie à Metz, quoique toujours prévenu d'émigration, et les trois autres, anciens maréchaux de camp.

En 1803, le 27 nivôse an XI, lorsque Rumpler fut définitivement rayé de la liste des émigrés, elle put se remarier avec lui.

Pour conclure, nous ne pouvons mieux faire que reprendre les termes du mémoire statistique du département de la Moselle, publié en l'an XI, chapitre II, population, page 53 : « plusieurs femmes d'émigrés ont... recouru momentanément à cet expédient (le divorce) pour assurer leur repos et conserver leur patrimoine. »

Jean LHOTE